
Fiches sectorielles

Industrie



Avertissement

Les résultats et analyses présentés dans la vue d'ensemble, les fiches sectorielles et la plupart des fiches thématiques sont, sauf mention contraire, définis sur la base d'**unités légales** et d'**entreprises profilées**.

Comme les autres instituts statistiques européens, dans une optique de meilleure analyse du système productif, l'Insee met en place la définition économique de l'**entreprise**. Les unités légales faisant partie d'un groupe sont rassemblées, puis le « profilage » consiste à identifier, au sein des groupes, la (les) entreprise(s) pertinente(s) pour l'analyse économique au sens du décret de 2008 et à reconstituer leurs comptes consolidés. Ces entreprises sont conformes à la définition donnée par la loi de modernisation de l'économie (LME) : « la plus petite combinaison d'unités légales constituant une unité organisationnelle de production de biens et services jouissant d'une certaine autonomie de décision, notamment pour l'affectation des ressources courantes » et à la définition européenne de l'entreprise précisée dans le règlement 696/93.

Une unité légale est une entité juridique de droit public ou privé. Cette entité juridique peut être :

- une personne morale, type société, dont l'existence est reconnue par la loi indépendamment des personnes ou des institutions qui la possèdent ou qui en sont membres ;
- une personne physique, qui, en tant qu'indépendant, peut exercer une activité économique.

Elle est obligatoirement déclarée aux administrations compétentes (greffes des tribunaux, sécurité sociale, DGFIP, etc.) pour exister. La catégorie juridique d'une telle unité dépend du choix des propriétaires ou de ses créateurs pour des raisons organisationnelles, juridiques ou fiscales. L'unité légale est l'unité principale enregistrée dans Sirene.

Le champ de référence le plus large pour ces statistiques d'entreprises est celui des **secteurs marchands non agricoles**. Dans les analyses de cet ouvrage, il est généralement restreint à celui des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** (voir annexe *Le champ des statistiques d'entreprises de cet ouvrage*).

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
sd	Résultat semi-définitif
r	Résultat révisé par rapport à l'édition précédente
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
K	Millier
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

6.1 Chiffres clés de l'industrie

En 2015, le secteur de l'**industrie** compte 255 000 entreprises et emploie 3 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP), soit un quart des salariés de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Les entreprises industrielles réalisent un chiffre d'affaires total de 1 016 milliards d'euros. Elles génèrent plus du quart du chiffre d'affaires (28 %), de la **valeur ajoutée** (26 %) et de l'investissement (28 %) de l'ensemble des secteurs du champ. L'industrie est davantage tournée vers l'extérieur que les autres grands secteurs puisqu'elle réalise plus de 34 % de son chiffre d'affaires sur les marchés extérieurs, soit deux fois plus que l'ensemble des entreprises principalement marchandes non agricoles et non financières.

L'industrie manufacturière concentre 84 % de la valeur ajoutée de l'industrie, mais aussi 85 % du chiffre d'affaires et 89 % des salariés. Sur ces mêmes critères, au sein de l'industrie manufacturière, les secteurs prédominants sont les industries alimentaires, la fabrication de produits métalliques, l'industrie automobile, l'industrie chimique et la fabrication d'autres matériels de transport. Hors de l'industrie manufacturière, le secteur de l'électricité et du gaz crée 11 % de la valeur ajoutée industrielle, celui de la production et distribution d'eau, gestion des déchets et dépollution 4 % et les industries extractives 1 %.

Dans l'industrie, la valeur ajoutée progresse de 2,2 % en valeur entre 2014 et 2015, générée essentiellement par les grandes entreprises de 250 salariés ou plus. Elle augmente d'au moins 1,8 % pour la moitié de ces grandes entreprises. Par ailleurs, l'évolution est moins dispersée pour les grandes entreprises que pour les petites. C'est au sein de ces dernières qu'on observe les plus fortes hausses mais aussi les

plus fortes baisses de valeur ajoutée avec, au final, une évolution globalement négative.

En 2016, la production en volume de la branche « industrie » augmente (+ 0,9 %) pour la deuxième année consécutive et retrouve ainsi son niveau de 2000. Toutefois, sa croissance ralentit par rapport à l'année précédente (+ 1,8 %). En 2016, la fabrication de matériel de transport reste très dynamique (+ 4,6 %) grâce aux achats de voitures par les ménages, à la livraison de matériel militaire et aux exportations. À l'inverse, la cockéfaction et raffinage est affectée par les mouvements sociaux (- 1,3 %), et les industries agroalimentaires par les conditions météorologiques qui pénalisent la production agricole (- 1,4 %). Enfin, la production d'électricité-gaz continue d'augmenter (+ 0,8 %) mais est freinée en fin d'année par les arrêts pour maintenance de certaines centrales nucléaires.

Entre fin 2015 et fin 2016, l'industrie perd 0,8 % de ses emplois salariés directs (hors intérim). Toutefois, le rythme des pertes d'emplois s'atténue par rapport aux trois années précédentes (entre - 1,0 % et - 1,3 % par an). L'industrie a perdu 24,0 % de ses emplois salariés directs (hors intérim) entre le quatrième trimestre 2000 et le quatrième trimestre 2016. Durant cette période, le recul de l'emploi hors intérim est beaucoup plus limité dans le secteur de l'électricité-gaz que dans l'industrie manufacturière (- 8,0 % contre - 26,4 %). Le secteur de l'eau, récupération et déchets est le seul secteur industriel créateur d'emplois sur le long terme (+ 27,6 % entre 2000 et 2016). La prise en compte de l'intérim, qui s'ajuste plus rapidement que l'emploi direct aux variations de l'activité, modère un peu la diminution annuelle de l'emploi industriel depuis 2013. Ainsi, en tenant compte de l'intérim, l'emploi industriel est stable entre 2015 et 2016. ■

Définitions

Industrie : elle correspond aux sections B (industries extractives), C (industrie manufacturière), D (production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné), E (production et distribution d'eau, assainissement et gestion des déchets, dépollution) de la nomenclature d'activités NAF rév. 2 (voir *annexe Nomenclature d'activités française*).

Valeur ajoutée, médiane, quartile : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « L'industrie manufacturière en 2016 : la croissance se poursuit, sans créer d'emploi », *Insee Première* n° 1657, juillet 2017.
- « L'industrie manufacturière en Europe de 1995 à 2015 : sa part dans l'économie recule, sauf en Allemagne », *Insee Première* n° 1637, mars 2017.

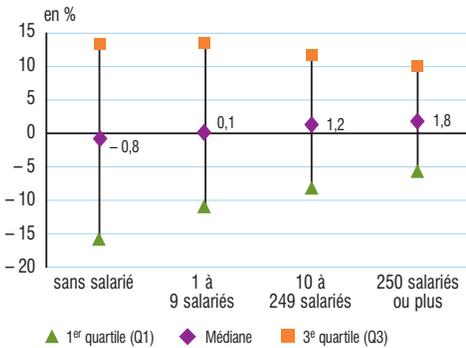
Chiffres clés de l'industrie 6.1

1. Chiffres clés de l'industrie en 2015

	Entreprises	Salariés ETP	Chiffre d'affaires hors taxes	Chiffre d'affaires export	Valeur ajoutée hors taxes	Investissements corporels bruts hors apports
	(en milliers)		(en milliards d'euros)			
Industries extractives	2,1	18,0	6,1	0,7	2,0	0,5
Industrie manufacturière	213,3	2 623,4	862,8	326,9	223,3	30,0
Électricité, gaz	27,1	168,7	110,1	18,9	28,8	17,3
Eau, récupération, déchets	12,3	148,6	37,0	2,7	11,4	4,2
Ensemble de l'industrie	254,8	2 958,7	1 016,1	349,2	265,5	52,0
Ensemble des entreprises principalement marchandes non agricoles et non financières	3 297,9	11 866,5	3 674,1	630,3	1 009,0	183,5
Poids des entreprises du secteur de l'industrie¹ (en %)	7,7	24,9	27,7	55,4	26,3	28,3

1. Poids des entreprises ayant une activité principale dans le secteur industriel par rapport à l'ensemble des entreprises marchandes non agricoles et non financières. Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie. Source : Insee, É sane.

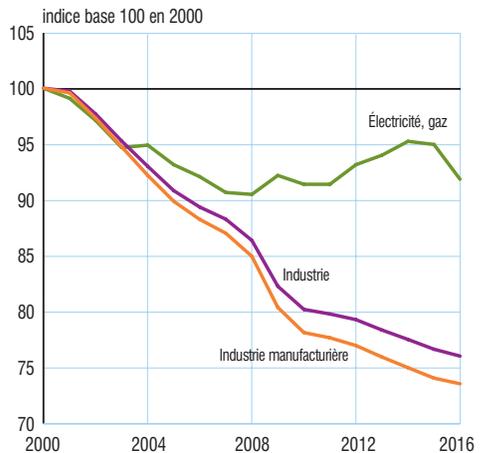
2. Dispersion de l'évolution de la valeur ajoutée entre 2014 et 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont une évolution de leur valeur ajoutée supérieure à 1,2 % entre 2014 et 2015.

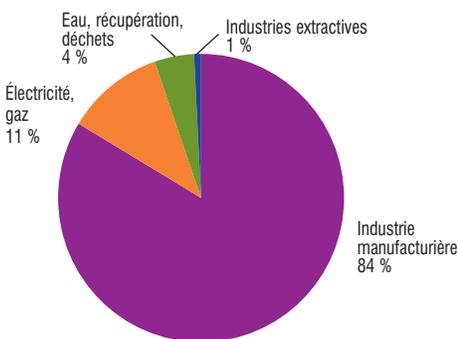
Note : les entreprises retenues sont celles présentes sur les deux années, elles sont classées selon leur taille en 2015. Sont exclues les entreprises dont la valeur ajoutée est négative ou nulle (10,9 % en 2014 et 9,1 % en 2015). Source : Insee, É sane (données individuelles).

3. Évolution de l'emploi salarié, hors intérim



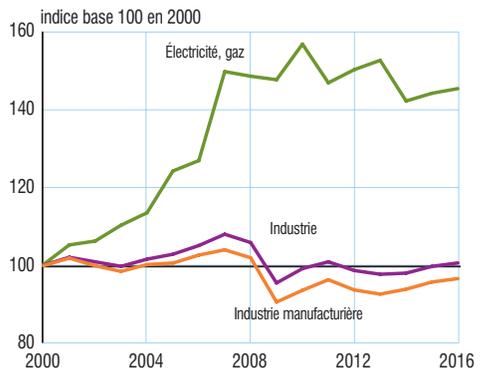
Champ : France métropolitaine, industrie, en secteur d'établissements. Note : les titulaires de contrats d'intérim sont classés dans l'activité de travail temporaire. Source : Insee, estimations d'emploi (CVS au 4^e trimestre).

4. Principales activités selon la valeur ajoutée en 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie. Source : Insee, É sane.

5. Production par branche en volume



Champ : France, branches industrielles. Source : Insee, comptabilité nationale.

6.2 Ratios de l'industrie

En 2015, le taux de valeur ajoutée de l'industrie s'élève à 26,1 % et reste inférieur à celui de l'ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (27,5 %). Il progresse de 0,7 point par rapport à 2014. Il augmente plus fortement dans les secteurs consommateurs de produits pétroliers dont les prix diminuent, à savoir le raffinage et l'industrie chimique.

L'industrie est un secteur très capitalistique, avec 277 milliers d'euros d'immobilisations corporelles par salarié en 2015, contre 196 milliers d'euros pour l'ensemble des entreprises du champ. Cette moyenne est fortement influencée par le secteur de l'électricité, gaz et à un degré moindre par celui de l'eau, récupération, déchets, qui tous deux nécessitent d'importantes infrastructures. L'industrie manufacturière est globalement moins capitalistique (170 milliers d'euros par salarié).

Le taux de marge est de 29,0 % dans l'industrie en 2015, légèrement supérieur à celui de l'ensemble des entreprises non agricoles et non financières hors sièges sociaux (27,0 %). Il est cependant plus faible dans l'industrie manufacturière (25,5 %). Les secteurs industriels présentant les taux de marge les plus élevés, sont la fabrication de boissons (54,9 %), la production d'électricité et de gaz (53,9 %), les collecte et traitement des eaux usées (43,9 %), l'industrie du cuir et de la chaussure (43,3 %) et l'industrie chimique (40,0 %). Entre 2014 et 2015, le taux de marge augmente de 2 points dans l'industrie, contre 1 point dans l'ensemble des entreprises non agricoles et non financières hors sièges sociaux. Dans l'industrie, alors que la valeur ajoutée progresse, la masse salariale diminue (- 0,2 %) concomitamment à la baisse des effectifs (- 1,9 %) et les cotisations sociales s'allègent en lien avec le **Pacte de responsabilité et de solidarité** (PRS) et le **crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** (CICE), qui peut apparaître soit

en déduction de cotisations sociales, soit en déduction de l'impôt sur les sociétés. Grâce à cet allègement, les entreprises industrielles peuvent reconstituer leur marge et plus particulièrement leur trésorerie.

Le taux d'investissement se maintient à 19,6 %, un peu plus que l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (18,2 %). Toutefois, il n'est que de 13,4 % dans l'industrie manufacturière (+ 0,3 point en un an). Les investissements progressent de 2,3 % en 2015.

Le taux de rentabilité économique des entreprises industrielles est en moyenne en deçà de celui des entreprises du champ : respectivement 7,2 % et 8,0 % en 2015. Il varie fortement d'un secteur à l'autre : de 2,3 % dans la métallurgie jusqu'à 28,3 % dans l'industrie du cuir et de la chaussure. En un an, il augmente plus rapidement dans l'industrie (+ 0,5 point) que dans l'ensemble des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (+ 0,3 point). La hausse est particulièrement marquée dans l'industrie manufacturière (+ 1,2 point).

L'industrie est un secteur moins féminisé que l'ensemble des secteurs du champ : en 2016, la part des femmes y est de 28 % contre 37 % pour l'ensemble. Dans l'industrie manufacturière, les femmes représentent 29 % des effectifs. Dans chacun des autres grands secteurs industriels, leur part est inférieure à la moyenne de l'industrie. La majorité des actifs (55 % en 2016) a entre 30 et 49 ans, légèrement plus que dans l'ensemble des secteurs (53 %). De même, en 2016, les 50 ans ou plus sont proportionnellement un peu plus nombreux dans l'industrie (28 %) que dans l'ensemble des secteurs (27 %). Ils atteignent même 46 % dans les industries extractives. Les non-salariés sont peu présents dans l'industrie (5 % contre 13 % dans l'ensemble des secteurs). ■

Définitions

Pacte de responsabilité et de solidarité (PRS), **crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** (CICE), **ratios, médiane, quartile** : voir *annexe Glossaire*.

Ratios de l'industrie 6.2

1. Ratios de l'industrie selon les secteurs en 2015

	Organisation et débouchés de la production				Ratios de rentabilité	
	Taux d'exportation	Taux de valeur ajoutée	Intensité capitalistique	Taux d'investissement	Taux de marge	Taux de rentabilité économique
	(en %)		(en milliers d'euros par ETP)	(en %)	(en %)	
Industries extractives	12,1	32,8	503,3	23,0	32,5	5,1
Industrie manufacturière	37,9	25,9	170,3	13,4	25,5	8,9
Électricité, gaz	17,1	26,1	1 756,9	60,0	53,9	5,0
Eau, récupération, déchets	7,3	30,7	457,9	37,0	26,4	3,7
Ensemble de l'industrie	34,4	26,1	277,2	19,6	29,0	7,2
Ensemble des secteurs principalement marchands¹	17,2	27,5	196,4	18,2	27,0²	8,0

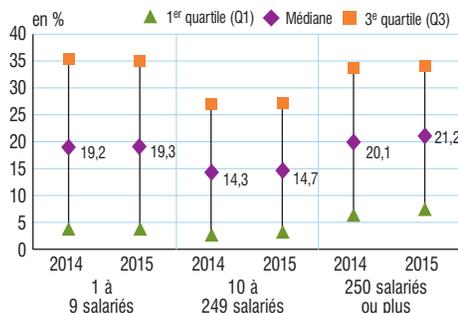
1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

2. Hors sièges sociaux.

Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie.

Source : Insee, É sane.

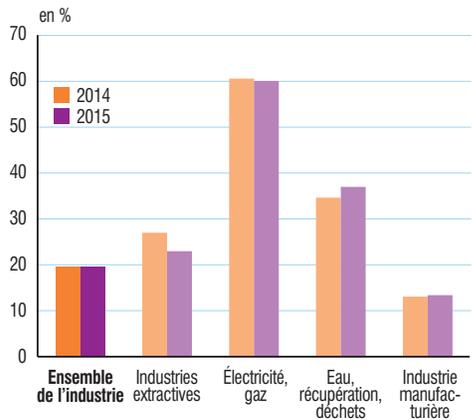
2. Dispersion des taux de marge en 2014 et 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal. Lecture : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de marge supérieur à 14,7 % en 2015.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

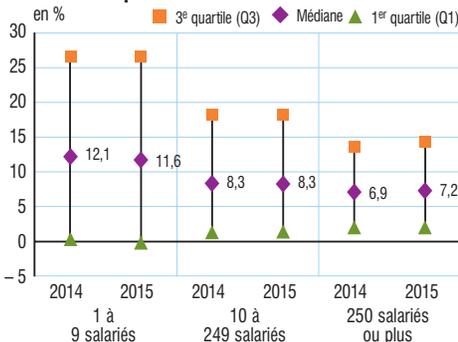
3. Taux d'investissement en 2014 et 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie.

Source : Insee, É sane.

4. Dispersion des taux de rentabilité économique en 2014 et 2015



Champ : France, unités légales et entreprises profilées du secteur de l'industrie, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Champ : 50 % des entreprises de 10 à 249 salariés ont un taux de rentabilité économique supérieur à 8,3 % en 2015.

Source : Insee, É sane (données individuelles)

5. Personnes en emploi dans l'industrie en 2016

	Part de femmes	Part d'actifs		Part de non-salariés
		de 15 à 29 ans	de 50 ans ou plus	
Industries extractives	10,7	5,1	46,2	3,5
Électricité, gaz	26,1	27,7	28,5	0,6
Eau, récupération, déchets	22,4	15,5	26,2	2,3
Industrie manufacturière	28,6	17,3	27,6	4,8
Ensemble de l'industrie	28,0	17,6	27,7	4,5
Ensemble des secteurs principalement marchands¹	36,7	20,6	26,9	13,5

1. Entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus exerçant dans le secteur de l'industrie.

Source : Insee, enquête Emploi.